

Je crois savoir que la tradition parlementaire accorde une certaine latitude dans le choix des sujets que les députés peuvent soulever pendant le débat sur l'Adresse en réponse au discours du trône et pendant le débat sur le budget. Je vais brièvement m'éloigner du sujet du budget et j'y reviendrai un peu plus tard.

Je voudrais parler d'un sujet qui me préoccupe de plus en plus depuis que je siége à la Chambre. On nous a accusés, de ce côté-ci, de n'être absolument pas différents de l'ancien gouvernement. Une différence, c'est la réforme parlementaire que nous préparons depuis longtemps et dont l'expression tangible se fait attendre à cause des tactiques obstructionnistes de l'opposition. Au cours des deux dernières semaines, nous avons dû compter de plus en plus souvent avec ces tactiques qui retardent les travaux, qui font perdre son temps à la Chambre, qui détournent l'attention du public et dont l'effet à long terme est le déclin de la confiance que les Canadiens ont en leur système politique.

**Une voix:** L'opposition gaspille l'argent des contribuables.

**M. Hawkes:** Le gouvernement désire procéder à une réforme du Parlement et après avoir siégé à la Chambre pendant seulement deux mois et trois jours, je comprends pourquoi c'est une de ses priorités. A cet égard, je voudrais parler des initiatives que nous avons prises au cours des deux derniers mois pour changer cette institution. Le texte législatif le plus important qui soit actuellement présenté à la Chambre et aux Canadiens est le bill sur la liberté d'information. Si nous, Canadiens, attendons de voir comment les députés de l'autre côté de la Chambre interprètent les renseignements, nous allons bientôt être à court d'idées et d'informations nous permettant d'asseoir solidement nos décisions. En adoptant ce bill, nous rendrons ces renseignements publics et nous laisserons les Canadiens décider qui dit la vérité et qui fait des tours de passe-passe.

**Des voix:** Bravo!

**M. Hawkes:** De l'autre côté de la Chambre, nous croyons à ce principe et nos actes, je pense, le prouvent.

Hier soir, nous avons vu le ministre des Finances exposer aux Canadiens et aux députés des prévisions budgétaires quinquennales: non pas un remède miracle qui agirait en six jours ou en six mois, mais des prévisions budgétaires portant sur cinq ans. C'est cela que nous avons proposé à la Chambre et c'est une mesure importante pour donner à notre pays la stabilité dont il a besoin.

«Pourquoi le gouvernement attache-t-il tant d'importance à cette mesure? En quoi le gouvernement fait-il donc preuve de courage?» demanderont peut-être les députés d'en face. Monsieur l'Orateur, je déclare aux Canadiens et aux députés qu'on va nous jeter ces chiffres à la figure pendant les cinq prochaines années. Ces projections sont les meilleures que nous puissions établir à l'heure actuelle sur la situation économique des cinq prochaines années. Comme toutes les projections, les nôtres risquent d'être erronées à certains égards. Les députés d'en face vont en profiter pour nous les jeter à la figure. Mais

#### *Budget—M. Hawkes*

le ministre des Finances a au moins eu le courage, au nom du gouvernement, de dire aux Canadiens: A notre avis, voici comment les choses vont se passer. Nous avons fait preuve du même courage en mars, en avril et en mai.

Sur la foi des renseignements dont nous disposons, nous avons indiqué aux Canadiens les mesures qu'à notre avis nous pourrions et devrions prendre. Et voici qu'on nous attaque aujourd'hui en se servant de nos propos. Dans certains cas, je suis heureux de pouvoir discuter de certains de ces propos.

J'aimerais ajouter encore une chose avant de me pencher sur le budget proprement dit, c'est que le premier ministre du Canada (M. Clark) a créé un autre précédent historique ces derniers jours. Il a décidé de son propre chef de comparaître devant un comité de la Chambre des communes pour défendre son budget. La responsabilité de l'investissement de l'argent des contribuables est d'abord assurée par les ministériels. Du premier ministre, elle passe aux membres du cabinet et continue d'être assurée par tous et chacun d'entre nous qui siégeons de ce côté-ci de la Chambre.

**Des voix:** Bravo!

**M. Hawkes:** Tout en faisant l'apprentissage de mon devoir parlementaire alors que je siége au sein des dix comités permanents de la Chambre et que j'assiste à la période des questions, j'ai entendu les députés de l'autre côté de la Chambre nous pousser à la dépense. Depuis deux mois et trois jours, je ne me souviens pas d'avoir entendu une seule suggestion sur la façon d'économiser ou de lever des impôts pour financer toutes les dépenses qu'ils voudraient faire.

Monsieur l'Orateur, la somme des renseignements qui me sont fournis en tant que député à propos du budget et des comptes publics du Canada équivaut à une brique de 12 pouces d'épaisseur. Le contenu de ces documents est difficile à saisir. On nous les a remis hier. Ils sont difficiles à comprendre pour les députés et j'imagine aisément que bien souvent les citoyens puissent ne pas s'y retrouver dans les dispositions budgétaires et qu'ils n'arrivent pas à comprendre la situation économique actuelle.

Je voudrais m'en tenir à quelques aspects essentiels qu'il faudrait débattre avec beaucoup d'ardeur. Le compte rendu prouve que les néo-démocrates sont en faveur d'un accroissement des déficits. Les libéraux prétendent que la réduction des déficits est devenue chez nous une véritable obsession.

**Une voix:** Les questions de comptabilité!

**M. Hawkes:** Je voudrais demander aux Canadiens de penser à ce qui se passe dans leur budget familial. Je me demande combien de temps celui qui gagne \$500 et en dépense \$600 par mois peut tenir le coup. Pendant combien de temps celui qui gagne \$2,000 peut-il continuer à dépenser \$2,400? Pendant un an, deux, trois ou quatre ans? Il y a maintenant sept ans que cela dure. C'est à cela que le ministre des Finances fait allusion quand il déclare à la Chambre qu'il faut réduire le déficit.